

Je mets l'accent sur le français ou défends le français en tant que langue officielle dans le contexte de la municipalité de Scarborough, où je réside et où mon organisation communautaire a évolué dans la région de Toronto, étant donné que Toronto est une ville principalement anglophone et que la presque totalité des ressources sont consacrées et se rapportent à l'anglais.

Mesures grâce auxquelles le Sénat et le gouvernement peuvent en faire plus pour favoriser le français dans une ville majoritairement anglophone comme Toronto

Le gouvernement fédéral, où il a des intérêts, peut déjà, par la réglementation des communications et des services dans les langues officielles auprès du public et par ses bureaux et installations, fournir des avis, des signes, une orientation et des services de communication traditionnels en anglais et en français, mais cela devrait avoir un effet d'entraînement ou donner lieu à une politique en vigueur pour recommander et établir un mandat pour que les services essentiels aux échelons provinciaux et municipaux, comme les hôpitaux et le transport en commun, adoptent également les deux langues officielles de manière égale dans tous les aspects et toutes les formes.

Cela ne se produit pas et ce n'est pas obligatoire, car il s'agit de domaines qui ne relèvent pas de la compétence du gouvernement fédéral, mais le gouvernement fédéral devrait encourager, par des politiques et des mesures incitatives financières et non financières visant les institutions publiques, une utilisation égale des langues officielles.

Des endroits comme l'Hôpital pour enfants de Toronto, par exemple. Les entreprises qui servent des milliers de clients comme le centre commercial Scarborough Town Centre. Les organisations de services essentiels privées ou publiques où le gouvernement local ou provincial a des intérêts communs, comme les réseaux de transport TTC et Metrolinx. Les entreprises et les organisations de grande taille comme celles-là et la nature des services qu'elles offrent devraient employer un nombre minimal de personnes, par exemple 25 % qui parlent anglais et français pour les postes aux comptoirs de renseignements en relation directe avec les clients, parmi le personnel de sécurité de première ligne et parmi les agents dans les centres d'appels.

Ces politiques de la part d'Ottawa devraient s'étendre à des domaines d'interaction publique comme les parcs, les plages, les centres de loisirs et les centres communautaires qui peuvent être gérés individuellement ou qui sont supervisés à l'échelle communautaire où le français peut être utilisé de manière égale et devenir courant dans tous les aspects et toutes les formes.

Par ailleurs, des politiques d'inclusion du français dans les communications et les services devraient être appliquées pour les nouveaux établissements comme les galeries marchandes et les centres commerciaux linéaires qui dépassent une certaine dimension ou un certain volume de services de même que pour les nouvelles tours d'habitation et copropriétés où le français peut influencer sur la vie quotidienne des gens.

La mise en œuvre de telles politiques aurait une incidence directe et se répercuterait sur la croissance démographique, le nombre de personnes à Toronto dont la langue maternelle est le français ayant passé de 32 665, en 2011, à 35 365, en 2016 (une hausse de 7 %). Le nombre de personnes ayant déclaré que le français est la langue la plus parlée à la maison a augmenté, passant de 15 575, en 2011, à 16 995, en 2016 (une hausse de 8 %).

Une réelle égalité de la sensibilisation au français et de l'utilisation du français à Toronto ne pourra être atteinte que si le gouvernement fédéral fait participer le gouvernement provincial et l'administration municipale et en fait des partenaires et des intervenants égaux pour assurer la prestation et l'adaptation de services dans les langues officielles au moyen d'un cadre stratégique solide imposé aux entreprises et aux particuliers au moyen d'initiatives locales et provinciales.

Les défis que pose l'offre de cours de français gratuits dans une ville comme Toronto

Je commence par la notion que, comme pour l'anglais, apprendre le français devrait être un droit pour tous et cela devrait être gratuit pour les gens de tous les âges et pour tout membre de la population, dont les visiteurs qui resteront au Canada pendant plus de six mois.

Tout comme il y a beaucoup d'importance accordée aux programmes d'apprentissage de l'anglais dans la région du Grand Toronto, à l'éducation pour les nouveaux arrivants au Canada, à l'anglais langue seconde, à la préparation à la citoyenneté, à l'amélioration des habiletés de communication orale, de lecture et d'écriture, à la fluidité de la communication, à l'anglais en milieu de travail ou pour des métiers en particulier et à la formation plus poussée en anglais, des efforts et des ressources comparables devraient être déployés pour développer et offrir l'alphabétisation en français et des programmes en français.

À part les établissements d'enseignement privés locaux qui exigent des frais, la Toronto Catholic District School Board (TCDSB), une vaste organisation, offre des cours de français langue seconde (FLS) gratuits non crédités aux adultes, aux immigrants et aux réfugiés de 18 ans et plus dont la langue maternelle n'est pas le français. Ces programmes sont financés par le ministère des Affaires civiques, de l'Immigration et du Commerce international de l'Ontario.

Cet automne, la TCDSB va plus loin en offrant un cours gratuit en ligne de français langue seconde dans le cadre d'un programme pilote avec quelques apprenants de niveau 2 et plus. Les participants devront tout de même assister à des cours en classe lors de jours en particulier, travailler sur des activités à distance et être capables de les répéter autant de fois et être en mesure de participer à une discussion en ligne avec leurs collègues et leur enseignant.

Bien que le programme soit évalué, il y a des désavantages liés à un outil en ligne pour apprendre une langue relativement difficile, mais cela permet aux étudiants d'éviter le temps de déplacement pour se rendre dans une ville comme Toronto ainsi que les coûts associés au transport. L'ultime question est de savoir si un mécanisme de prestation aussi innovateur attirera un grand nombre de personnes pour promouvoir le français qui est très centré sur l'anglais pour les Torontois de tous les jours.

Une autre grande organisation, la Toronto District School Board (TDSB), offre des cours de français à tous les adultes et à toutes les personnes âgées au moyen de ses programmes de services communautaires d'intérêt général, moyennant des frais allant de 75 \$ à 166 \$ pour deux heures par semaine, pendant 11 semaines.

Je suis en faveur de l'idée de rendre l'apprentissage du français gratuit pour tous. Je suis le fondateur de Malvern Initiatives in North East Scarborough, une nouvelle entreprise fédérale sans but lucratif. Au cours des

cinq derniers moins, j'ai cherché différents moyens d'offrir de l'enseignement et de l'apprentissage en français à la population.

J'ai communiqué avec la Fondation Trillium de l'Ontario, un organisme de financement provincial, pour obtenir de l'aide financière pour les programmes d'apprentissage du français offerts par mon organisation, mais l'exigence de cet organisme d'avoir servi des clients pendant deux ans rend impossible pour les organisations en démarrage comme la nôtre d'obtenir du financement.

À l'heure actuelle, nous offrons un cours de français gratuit de niveau débutant et intermédiaire ayant une capacité de 32 participants une fois par semaine, à raison de trois heures par séance, dans une école de Scarborough cette année entre octobre et décembre et nous attirons les apprenants intéressés principalement dans les environs de l'école. Nous avons dû envisager des manières novatrices pour offrir des cours de français gratuits à la population avec pour ainsi dire aucuns fonds en financement ou revenu en tant qu'organisation en démarrage.

Nous avons établi un partenariat avec le Toronto District School Board dans le cadre de son programme PSI (Priority Space Initiative), qui offre des locaux gratuitement dans 77 écoles après les heures d'ouverture aux organismes de bienfaisance et aux groupes sans but lucratif pour des activités d'éducation avec 100 % de subventions.

De plus, nous sommes parvenus à pourvoir deux postes sans devoir verser de rémunération pour 10 semaines. Deux jeunes diplômés collégiaux ayant une majeure en français dans le cadre du programme de la Ville de Toronto Youth Employment Partnership (YEP) ainsi qu'un étudiant étranger francophone bénévole donnent ces cours de français.

Si ces deux programmes de subventions, qui aident en offrant un local ou une installation pour la tenue des cours, grâce au ministère de l'Éducation à l'échelle provinciale, et en fournissant le personnel d'enseignement pour 10 semaines, possiblement 16, dont le salaire est payé par la Ville de Toronto, n'étaient pas disponibles, ce qui représente 95 % des coûts pour exécuter de tels programmes, Malvern Initiatives aurait été incapable de lancer ce programme gratuit.

Nous sommes déterminés à continuer à voir nos efforts croître pour hausser le nombre de participants admis parmi une population et une région géographique plus vastes pour avoir une influence plus importante sur la sensibilisation au français et l'apprentissage du français.

Pour l'année prochaine, entre janvier et avril, nous avons fixé comme cible l'admission de 300 participants, ce qui peut sembler relativement petit étant donné la taille de notre région ou de la population de Toronto, mais cela représente un important défi pour notre petite organisation en démarrage, et nous envisageons d'augmenter le nombre de participants à 1000 d'ici l'automne 2018 pour notre programme d'apprentissage du français gratuit dans l'ensemble de la région de Toronto et ailleurs.

Sans financement municipal, provincial, fédéral, communautaire ou de particuliers, il pourrait être impossible d'atteindre ou de maintenir ces cibles et projets très ambitieux, qui exigent un capital et des moyens financiers

de fonctionnement suffisants. Nous verrons comment les choses se passeront au cours des prochaines semaines et des prochains mois.

En résumé. Le gouvernement fédéral devrait avoir pour politique de veiller à ce que l'apprentissage du français soit offert gratuitement sans restriction à tous les citoyens au moyen de partenariats directs avec les gouvernements local et provincial et de projets conjoints avec des conseils scolaires et d'autres organismes dans le domaine de l'éducation en collaboration avec des universités et des collèges pour créer du contenu de qualité, un processus d'agrément et un mécanisme de prestation qui est efficace et adaptable en cette ère de technologies numériques pour un maximum de résultats et de retentissement dans l'appréciation, la mise en œuvre et l'avancement du français.

Murtaza Ebrahim
Malvern Initiatives
Téléphone : 416-916-7073
Cellulaire : 647-974-1315
#605, 10, Tapscott Road
Scarborough (Ontario) M1B 3L9

L'organisation Malvern Initiatives est établie dans la collectivité de Malvern, un quartier de Toronto dans le nord-est de Scarborough. Malvern compte une population de 44 315 habitants et 60 cultures différentes.

Les initiatives visent à favoriser et à offrir de meilleures occasions d'emploi dans les quartiers de Scarborough, qui se classent sous les indicateurs de référence de Toronto. Les initiatives visent également à faciliter l'acquisition de nouvelles compétences chez les jeunes marginalisés et à soutenir les infrastructures sociales pour la participation des jeunes et des femmes.

Un fournisseur de services d'établissement et d'intégration pour les nouveaux arrivants et les réfugiés au service des Ontariens. Une entreprise fédérale sans but lucratif.